



CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

Considérant que tous les êtres humains sont égaux en valeur et en dignité et ont droit à une égale protection de la loi;

Considérant que le respect de la dignité de l'être humain et la reconnaissance des droits et libertés dont il est titulaire constituent le fondement de la justice et de la paix;

Considérant que les droits et libertés de la personne humaine sont inséparables des droits et libertés d'autrui et du bien-être général;

Considérant qu'il y a lieu d'affirmer solennellement dans une Charte les libertés et droits fondamentaux de la personne afin que ceux-ci soient garantis par la volonté collective et mieux protégés contre toute violation;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

PARTIE I

LES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Droit à la vie. 1. Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité physique et à la liberté de sa personne.

Personnalité juridique. Il possède également la personnalité juridique.

1975, c. 6, a. 1.

Droit au secours.
Secours à une personne
dont la vie est en péril.

2. Tout être humain dont la vie est en péril a droit au secours.
Toute personne doit porter secours à celui dont la vie est en péril,
personnellement ou en obtenant du secours, en lui apportant l'aide
physique nécessaire et immédiate, à moins d'un risque pour elle ou
pour les tiers ou d'un autre motif raisonnable.

1975, c. 6, a. 2.

- Libertés fondamentales. **3.** Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.
1975, c. 6, a. 3.
- Sauvegarde de la dignité. **4.** Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation.
1975, c. 6, a. 4.
- Respect de la vie privée. **5.** Toute personne a droit au respect de sa vie privée.
1975, c. 6, a. 5.
- Jouissance paisible des biens. **6.** Toute personne a droit à la jouissance paisible et à la libre disposition de ses biens, sauf dans la mesure prévue par la loi.
1975, c. 6, a. 6.
- Demeure inviolable. **7.** La demeure est inviolable.
1975, c. 6, a. 7.
- Respect de la propriété privée. **8.** Nul ne peut pénétrer chez autrui ni y prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite.
1975, c. 6, a. 8.
- Secret professionnel. Divulgateur de renseignements confidentiels. **9.** Chacun a droit au respect du secret professionnel.
Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.
- Devoir du tribunal. Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.
1975, c. 6, a. 9.
- Discrimination interdite. **10.** Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale ou la condition sociale.

- Motif de discrimination.** Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.
1975, c. 6, a. 10; 1977, c. 6, a. 1.
- Publicité discriminatoire interdite.** **11.** Nul ne peut diffuser, publier ou exposer en public un avis, un symbole ou un signe comportant discrimination ni donner une autorisation à cet effet.
1975, c. 6, a. 11.
- Discrimination dans formation d'acte juridique.** **12.** Nul ne peut, par discrimination, refuser de conclure un acte juridique ayant pour objet des biens ou des services ordinairement offerts au public.
1975, c. 6, a. 12.
- Clause interdite.** **13.** Nul ne peut, dans un acte juridique, stipuler une clause comportant discrimination.
Nullité. Une telle clause est réputée sans effet.
1975, c. 6, a. 13.
- Bail d'une chambre dans local d'habitation.** **14.** L'interdiction visée dans les articles 12 et 13 ne s'applique pas au locateur d'une chambre située dans un local d'habitation, si le locateur ou sa famille réside dans le local, ne loue qu'une seule chambre et n'annonce pas celle-ci, en vue de la louer, par avis ou par tout autre moyen public de sollicitation.
1975, c. 6, a. 14.
- Lieux publics accessibles à tous.** **15.** Nul ne peut, par discrimination, empêcher autrui d'avoir accès aux moyens de transport ou aux lieux publics, tels les établissements commerciaux, hôtels, restaurants, théâtres, cinémas, parcs, terrains de camping et de caravanning, et d'y obtenir les biens et les services qui y sont disponibles.
1975, c. 6, a. 15.
- Non-discrimination dans l'embauche.** **16.** Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la durée de la période de probation, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classifications d'emploi.
1975, c. 6, a. 16.

Discrimination par association d'employeurs ou de salariés interdite.

17. Nul ne peut exercer de discrimination dans l'admission, la jouissance d'avantages, la suspension ou l'expulsion d'une personne d'une association d'employeurs ou de salariés ou de toute corporation professionnelle ou association de personnes exerçant une même occupation.

1975, c. 6, a. 17.

Discrimination par bureau de placement interdite.

18. Un bureau de placement ne peut exercer de discrimination dans la réception, la classification ou le traitement d'une demande d'emploi ou dans un acte visant à soumettre une demande à un employeur éventuel.

1975, c. 6, a. 18.

Égalité de traitement pour travail équivalent.

19. Tout employeur doit, sans discrimination, accorder un traitement ou un salaire égal aux membres de son personnel qui accomplissent un travail équivalent au même endroit.

Différence basée sur expérience non discriminatoire.

Il n'y a pas de discrimination si une différence de traitement ou de salaire est fondée sur l'expérience, l'ancienneté, la durée du service, l'évaluation au mérite, la quantité de production ou le temps supplémentaire, si ces critères sont communs à tous les membres du personnel.

1975, c. 6, a. 19.

Distinction fondée sur aptitudes non discriminatoire.

20. Une distinction, exclusion ou préférence fondée sur les aptitudes ou qualités exigées de bonne foi pour un emploi, ou justifiée par le caractère charitable, philanthropique, religieux, politique ou éducatif d'une institution sans but lucratif ou qui est vouée exclusivement au bien-être d'un groupe ethnique est réputée non discriminatoire.

1975, c. 6, a. 20.

CHAPITRE II

DROITS POLITIQUES

Pétition à l'Assemblée.

21. Toute personne a droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale pour le redressement de griefs.

1975, c. 6, a. 21.

Droit de voter et d'être candidat.

22. Toute personne légalement habilitée et qualifiée a droit de se porter candidat lors d'une élection et a droit d'y voter.

1975, c. 6, a. 22.

CHAPITRE III

DROITS JUDICIAIRES

- Audition impartiale par tribunal indépendant. **23.** Toute personne a droit, en pleine égalité, à une audition publique et impartiale de sa cause par un tribunal indépendant et qui ne soit pas préjugé, qu'il s'agisse de la détermination de ses droits et obligations ou du bien-fondé de toute accusation portée contre elle.
- Huis clos. Le tribunal peut toutefois ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public.
- Huis clos. Il peut également l'ordonner dans l'intérêt des enfants, notamment en matière de divorce, de séparation de corps, de nullité de mariage ou de déclaration ou désaveu de paternité.
- 1975, c. 6, a. 23.
- Motifs de privation de liberté. **24.** Nul ne peut être privé de sa liberté ou de ses droits, sauf pour les motifs prévus par la loi et suivant la procédure prescrite.
- 1975, c. 6, a. 24.
- Traitement de personne arrêtée. **25.** Toute personne arrêtée ou détenue doit être traitée avec humanité et avec le respect dû à la personne humaine.
- 1975, c. 6, a. 25.
- Régime carcéral distinct. **26.** Toute personne détenue dans un établissement de détention a droit d'être soumise à un régime distinct approprié à son sexe, son âge et sa condition physique ou mentale.
- 1975, c. 6, a. 26.
- Séparation des détenus attendant l'issue de leur procès. **27.** Toute personne détenue dans un établissement de détention en attendant l'issue de son procès a droit d'être séparée, jusqu'au jugement final, des prisonniers qui purgent une peine.
- 1975, c. 6, a. 27.
- Information sur motifs d'arrestation. **28.** Toute personne arrêtée ou détenue a droit d'être promptement informée, dans une langue qu'elle comprend, des motifs de son arrestation ou de sa détention.
- 1975, c. 6, a. 28.
- Droit de prévenir les proches. **29.** Toute personne arrêtée ou détenue a droit, sans délai, d'en prévenir ses proches et de recourir aux services d'un avocat.
- 1975, c. 6, a. 29.

- Droit d'être conduit devant tribunal.** **30.** Toute personne arrêtée ou détenue doit être promptement conduite devant le tribunal compétent.
1975, c. 6, a. 30.
- Liberté sur engagement.** **31.** Nulle personne arrêtée ou détenue ne peut être privée, sans juste cause, du droit de recouvrer sa liberté sur engagement, avec ou sans dépôt ou caution, de comparaître devant le tribunal dans le délai fixé.
1975, c. 6, a. 31.
- Habeas corpus.** **32.** Toute personne privée de sa liberté a droit de recourir à l'habeas corpus.
1975, c. 6, a. 32.
- Présomption d'innocence.** **33.** Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie suivant la loi.
1975, c. 6, a. 33.
- Assistance d'avocat.** **34.** Toute personne a droit de se faire représenter par un avocat ou d'en être assistée devant tout tribunal.
1975, c. 6, a. 34.
- Défense pleine et entière.** **35.** Tout accusé a droit à une défense pleine et entière et a le droit d'interroger et de contre-interroger les témoins.
1975, c. 6, a. 35.
- Interprète.** **36.** Tout accusé a droit d'être assisté gratuitement d'un interprète s'il ne comprend pas la langue employée à l'audience.
1975, c. 6, a. 36.
- Non-rétroactivité des lois.** **37.** Nul accusé ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une violation de la loi.
1975, c. 6, a. 37.
- Protection de la loi.** **38.** Aucun témoignage ne peut servir à incriminer son auteur si le témoin a requis du tribunal la protection de la loi, sauf le cas de parjure.
1975, c. 6, a. 38.

CHAPITRE IV

DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

- Protection de l'enfant par sa famille. **39.** Tout enfant a droit à la protection, à la sécurité et à l'attention que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.
1975, c. 6, a. 39.
- Instruction publique gratuite. **40.** Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, à l'instruction publique gratuite.
1975, c. 6, a. 40.
- Enseignement religieux ou moral. **41.** Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit d'exiger que, dans les établissements d'enseignement publics, leurs enfants reçoivent un enseignement religieux ou moral conforme à leurs convictions, dans le cadre des programmes prévus par la loi.
1975, c. 6, a. 41.
- Institutions d'enseignement privées. **42.** Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit de choisir pour leurs enfants des établissements d'enseignement privés, pourvu que ces établissements se conforment aux normes prescrites ou approuvées en vertu de la loi.
1975, c. 6, a. 42.
- Vie culturelle des minorités. **43.** Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe.
1975, c. 6, a. 43.
- Droit à l'information. **44.** Toute personne a droit à l'information, dans la mesure prévue par la loi.
1975, c. 6, a. 44.
- Assistance financière. **45.** Toute personne dans le besoin a droit, pour elle et sa famille, à des mesures d'assistance financière et à des mesures sociales, prévues par la loi, susceptibles de lui assurer un niveau de vie décent.
1975, c. 6, a. 45.

- Conditions de travail. **46.** Quiconque travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions de travail justes et raisonnables.
1975, c. 6, a. 46.
- Égalité des époux. **47.** Les époux ont, dans le mariage, les mêmes droits, obligations et responsabilités.
Direction conjointe de la famille. Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille et l'éducation de leurs enfants communs.
1975, c. 6, a. 47.
- Protection des personnes âgées. **48.** Toute personne âgée ou toute personne atteinte d'une infirmité ou souffrant d'une déficience ou d'une maladie mentale a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation.
Protection de la famille. Toute personne a aussi droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.
1975, c. 6, a. 48.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET INTERPRÉTATIVES

- Réparation de préjudice pour atteinte illicite à un droit. **49.** Une atteinte illicite à un droit ou à une liberté reconnu par la présente Charte confère à la victime le droit d'obtenir la cessation de cette atteinte et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte.
Dommages exemplaires. En cas d'atteinte illicite et intentionnelle, le tribunal peut en outre condamner son auteur à des dommages exemplaires.
1975, c. 6, a. 49.
- Droit non supprimé. **50.** La Charte doit être interprétée de manière à ne pas supprimer ou restreindre la jouissance ou l'exercice d'un droit ou d'une liberté de la personne qui n'y est pas inscrit.
1975, c. 6, a. 50.
- Portée de disposition non augmentée. **51.** La Charte ne doit pas être interprétée de manière à augmenter, restreindre ou modifier la portée d'une disposition de la loi, sauf dans la mesure prévue par l'article 52.
1975, c. 6, a. 51.
- Articles prévalant sur lois postérieures. **52.** Les articles 9 à 38 prévalent sur toute disposition d'une loi

postérieure qui leur serait contraire, à moins que cette loi n'énonce expressément s'appliquer malgré la Charte.

1975, c. 6, a. 52.

Doute d'interprétation. **53.** Si un doute surgit dans l'interprétation d'une disposition de la loi, il est tranché dans le sens indiqué par la Charte.

1975, c. 6, a. 53.

Couronne liée. **54.** La Charte lie la Couronne.

1975, c. 6, a. 54.

Matières visées. **55.** La Charte vise les matières qui sont de la compétence législative du Québec.

1975, c. 6, a. 55.

«tribunal». **56.** 1. Dans les articles 9, 23, 30, 31, 34 et 38, le mot «tribunal» inclut un coroner, un commissaire-enquêteur sur les incendies, une commission d'enquête et une personne ou un organisme exerçant des fonctions quasi-judiciaires.

«traitement» et «salaire». 2. Dans l'article 19, les mots «traitement» et «salaire» incluent les compensations ou avantages à valeur pécuniaire se rapportant à l'emploi.

«loi». 3. Dans la Charte, le mot «loi» inclut un règlement, un décret, une ordonnance ou un arrêté en conseil adoptés sous l'autorité d'une loi.

1975, c. 6, a. 56.

PARTIE II

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

CHAPITRE I

CONSTITUTION

Organisme constitué. **57.** Un organisme, ci-après appelé «La Commission», est constitué sous le nom de la «Commission des droits de la personne».

1975, c. 6, a. 57.

Composition et nomination. **58.** La Commission est composée d'au moins sept membres, dont le président et le vice-président. Ils sont nommés par l'Assemblée

- Approbation. nationale sur la proposition du premier ministre, pour un mandat n'excédant pas dix ans.
Ces nominations doivent être approuvées par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.
1975, c. 6, a. 58.
- Traitement. **59.** Le gouvernement fixe le traitement et les conditions de travail ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission.
- Aucune réduction. Le traitement et la durée du mandat, une fois fixés, ne peuvent être réduits.
1975, c. 6, a. 59.
- Nomination des fonctionnaires. **60.** Les fonctionnaires et employés requis pour l'application de la présente Charte sont nommés par la Commission; leur nombre est déterminé par le gouvernement qui établit les barèmes suivant lesquels ils sont rémunérés ainsi que leurs conditions de travail; ils peuvent être destitués par le gouvernement mais uniquement sur recommandation de la Commission.
1975, c. 6, a. 60.
- Serments. **61.** Les membres de la Commission doivent, avant d'entrer en fonction, prêter devant le Président de l'Assemblée nationale les serments ou les affirmations solennelles prévus par les annexes A et B.
1975, c. 6, a. 61.
- Fonctions continuées. **62.** Les membres de la Commission restent en fonction jusqu'à leur remplacement.
- Affaires continuées. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.
1975, c. 6, a. 62.
- Siège. **63.** La Commission a son siège dans la ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le gouvernement par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Bureau. La Commission a aussi un bureau dans la ville visée au premier alinéa dans laquelle elle n'a pas son siège.
- Autres bureaux. Elle peut aussi ouvrir des bureaux à tout endroit du Québec.
1975, c. 6, a. 63.

Règlements de régie interne. **64.** La Commission peut faire des règlements pour sa régie interne.

Entrée en vigueur. Ces règlements entrent en vigueur, après leur approbation par le gouvernement, lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

1975, c. 6, a. 64.

Séances. **65.** La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

1975, c. 6, a. 65.

CHAPITRE II

FONCTIONS

Pouvoirs et devoirs de la Commission. **66.** La Commission doit promouvoir, par toutes mesures appropriées, les principes contenus dans la présente Charte, exercer les pouvoirs et exécuter les devoirs prescrits par la présente Charte.

1975, c. 6, a. 66.

Pouvoirs et devoirs de la Commission. **67.** La Commission doit notamment:

a) recevoir les plaintes et faire enquête dans les matières qui relèvent de sa compétence en vertu de l'article 69;

b) établir un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

c) diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

d) procéder à l'analyse des lois du Québec antérieures à la présente Charte et qui lui seraient contraires et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

e) recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier et faire au gouvernement les recommandations appropriées; et

f) coopérer avec tout organisme du Québec ou de l'extérieur, voué à la promotion des droits et des libertés de la personne.

1975, c. 6, a. 67.

Rapport annuel. **68.** La Commission doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au Président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'année civile précédente et de ses recommandations.

Dépôt. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en

- session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
- Publication. Ce rapport est publié et distribué par l'Editeur officiel du Québec de la façon indiquée par arrêté du gouvernement.
- 1975, c. 6, a. 68.
- Demande d'enquête par personne. **69.** Toute personne qui a raison de croire qu'elle est ou a été victime d'une atteinte à un droit reconnu aux articles 10 à 19 ou au premier alinéa de l'article 48 peut adresser, par écrit, une demande d'enquête à la Commission.
- Demande d'enquête. Tout groupe de personnes peut, de la même manière et aux mêmes conditions, faire une demande d'enquête.
- 1975, c. 6, a. 69.
- Demande d'enquête par organisme. **70.** Tout organisme voué à la défense des droits et libertés de la personne ou au bien-être d'un groupe de personnes, qui a raison de croire que s'est commise une atteinte à un droit visé dans l'article 69, peut également, par écrit, faire une demande d'enquête au nom d'autrui, pourvu que la personne au nom de qui elle est faite y ait consenti par écrit.
- Consentement non requis. Toutefois, si la demande est faite pour le compte d'une personne visée dans l'article 48, tel organisme peut agir sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement de cette personne.
- 1975, c. 6, a. 70.
- Identité non dévoilée. **71.** La personne qui fait une demande d'enquête peut requérir de la Commission que son identité ne soit pas dévoilée pendant l'enquête.
- Accueil de la requête. La Commission accueille cette requête en autant qu'elle soit compatible avec l'intérêt public et les exigences de la procédure.
- Application de l'article. Le présent article s'applique aussi à la personne pour qui une demande d'enquête est faite en vertu de l'article 70.
- 1975, c. 6, a. 71.
- Assistance. **72.** La Commission et les membres de son personnel doivent prêter leur assistance pour la rédaction d'une demande d'enquête à toute personne ou tout groupe de personnes qui la requiert.
- 1975, c. 6, a. 72.
- Enquête par la Commission. **73.** La Commission peut faire enquête de sa propre initiative.
- 1975, c. 6, a. 73.

- Faits allégués. **74.** La Commission fait enquête sur les faits allégués dans la demande ou dévoilés au cours de l'enquête.
1975, c. 6, a. 74.
- Enquête par personne autorisée. **75.** La Commission peut, par écrit, autoriser une personne autre qu'un membre de son personnel à faire une enquête et à lui faire un rapport.
1975, c. 6, a. 75.
- Refus d'enquêter. **76.** La Commission doit refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle constate qu'elle n'a pas compétence en vertu de la présente loi.
1975, c. 6, a. 76.
- Refus d'enquêter. **77.** La Commission peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle estime que le requérant n'a pas un intérêt suffisant, que la demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.
1975, c. 6, a. 77.
- Dossier transmis par Protecteur du citoyen. **78.** Le Protecteur du citoyen qui reçoit une plainte relevant de la compétence de la Commission transmet le dossier à cette dernière, laquelle en est saisie de plein droit.
1975, c. 6, a. 78.
- Avis au requérant. **79.** La Commission, lorsqu'elle refuse de faire ou de poursuivre une enquête ou lorsque, après enquête, elle constate que la plainte n'est pas fondée, doit en aviser le requérant et lui en donner les motifs.
- Autres recours. Elle peut aussi lui indiquer les autres recours qui pourraient être exercés, s'il en est.
1975, c. 6, a. 79.
- Pouvoirs de commissaires. **80.** Les membres de la Commission et de son personnel de même que la personne désignée conformément à l'article 75 sont investis, aux fins d'une enquête, des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
1975, c. 6, a. 80.

- Règlement de différend. **81.** La Commission doit tenter d'amener les parties à régler leur différend. Si un règlement intervient, les termes doivent en être constatés dans un écrit.
1975, c. 6, a. 81.
- Résultat de l'enquête aux parties. **82.** Si la Commission est incapable de conduire les parties au règlement de leur différend, elle transmet aux parties le résultat de son enquête.
- Recommandations. Elle peut recommander la cessation de l'acte reproché, l'accomplissement d'un acte ou le paiement d'une indemnité, dans un délai qu'elle fixe.
1975, c. 6, a. 82.
- Demande d'injonction. **83.** Lorsque la recommandation prévue par l'article 82 n'a pas été, à la satisfaction de la Commission, suivie dans le délai fixé, la Commission peut, avec le consentement écrit de la victime, s'adresser au tribunal en vue d'obtenir une injonction contre la personne en défaut.
- Réclamation d'indemnité. Elle peut aussi, avec le même consentement, s'adresser au tribunal pour réclamer, en faveur de la victime, l'indemnité dont elle avait recommandé le paiement.
- Audition de demande sans consentement. Si la recommandation profite à une personne pour qui une enquête a été demandé sans son consentement en vertu du deuxième alinéa de l'article 70, le tribunal doit, malgré le Code de procédure civile et si les circonstances l'exigent dans l'intérêt de cette personne, accepter d'entendre la demande sans le consentement de celle-ci.
1975, c. 6, a. 83.
- Recours personnel de la victime. **84.** La victime peut, si elle le préfère, exercer personnellement les recours prévus par l'article 83 et la Commission, dans ce cas, doit lui permettre de prendre connaissance de son dossier.
1975, c. 6, a. 84.
- Rapport d'infraction. **85.** La Commission doit faire rapport au procureur général de tout fait qu'elle estime susceptible de constituer une infraction prévue par l'article 87.
1975, c. 6, a. 85.
- Immunité. **86.** Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport de la Commission en vertu de la présente Charte, ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.
1975, c. 6, a. 86.

PARTIE III

LES DISPOSITIONS FINALES

Infractions et peines. **87.** Commet une infraction:

- a) quiconque contrevient aux articles 10 à 19;
- b) tout membre de la Commission ou de son personnel ou toute personne désignée suivant l'article 75 qui révèle, sans y être dûment autorisé, toute matière dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions;
- c) quiconque tente d'entraver ou entrave la Commission, les membres de son personnel ou la personne désignée suivant l'article 75, dans l'exercice de leurs fonctions, et, en particulier, dans la conduite d'une enquête;
- d) quiconque tente d'exercer ou exerce des représailles contre une personne, un groupe de personnes ou un organisme qui a, de bonne foi, fait une demande d'enquête ou qui a rendu témoignage ou autrement pris part à une enquête entreprise par ou pour la Commission;
- e) quiconque tente d'exercer ou exerce des représailles contre une personne pour qui une enquête a été demandée sans son consentement en vertu du deuxième alinéa de l'article 70.

1975, c. 6, a. 87.

Officier de corporation, réputé partie à l'infraction. **88.** Si une corporation commet une infraction prévue par l'article 87, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1975, c. 6, a. 88.

Poursuites. **89.** Les poursuites sont prises suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de ladite loi s'y applique.

1975, c. 6, a. 89.

Motifs d'application de certains articles aux régimes de retraite. **90.** Les articles 11, 13, 16, 17 et 19 de la présente Charte ne s'appliquent à un régime de rentes ou de retraite, à un régime d'assurance de personnes ou à tout autre régime d'avantages sociaux que si la discrimination est fondée sur la race, la couleur, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale ou la condition sociale.

1975, c. 6, a. 97; 1976, c. 5, a. 1.

Application de la loi. **91.** Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente Charte.
1975, c. 6, a. 99.

ANNEXE A

SERMENT OU AFFIRMATION D'OFFICE

(Article 61)

«Je, A.B., jure (*ou* affirme solennellement) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité consituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de..... avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du gouvernement. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: «Ainsi Dieu me soit en aide.»*).»

1975, c. 6, annexe A.

ANNEXE B

SERMENT OU AFFIRMATION DE DISCRÉTION

(*Article 61*)

«Je, A. B., jure (*ou* affirme solennellement) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: «Ainsi Dieu me soit en aide.»*).»

1975, c. 6, annexe B.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 6 des lois annuelles de 1975, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 90, 95, 98 et 100, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-12 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1975 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 6

Chapitre C-12

**CHARTRE DES DROITS
ET LIBERTÉS DE LA
PERSONNE**

**CHARTRE DES DROITS
ET LIBERTÉS DE LA
PERSONNE**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Préambule	Préambule	
1 - 89	1 - 89	
90 - 95		Omis
96		Modification intégrée au c. C-25, a. 308
97	90	
98		Omis
99	91	
100		Omis
Annexes A - B	Annexes A - B	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

